

**COUVERTURE MALADIE UNIVERSELLE**

**Plus de 20 millions de personnes enrôlées**



**Adama Kamara : « La CMU, c'est le passeport social en Côte d'Ivoire »**

**PRÉSIDENTIELLE 2025**

**Ouattara- Bictogo, le grand deal**

● **Faux parrainages, boycott des CEL : le front commun installe déjà le désordre**



**8EMES JEUX DE LA FRANCOPHONIE**

**Il y a 9 ans, la CI inscrivait son nom en lettres d'or dans les annales de l'OIF**

● **Un autre chef d'œuvre de Beugré Mambé**



**L'EDITORIAL** de Vincent Boty

**Précieux pas vers la confiance mutuelle**

Une délégation du Rassemblement des Houphouëtistes pour la Démocratie et la paix (RHDP) composée de plusieurs ministres et conduite par Cissé Baongo, secrétaire exécutif dudit parti a rencontré le 16 juillet dernier, la Coalition pour l'Alternance Pacifique en Côte d'Ivoire (Cap-ci). Quelques figures de proue de l'opposition dont Simone Ehiwet, Charles Blé Goudé, Danièle Boni Claverie, Kaé Eric, pour ne citer que ceux-là représentaient Cap-ci.

*Suite page 2*

**Anoumaba/ Bénédiction de la stèle de Mgr Bruno Kouamé**

**Mambé célèbre la mémoire d'un bâtisseur de paix**

● **Le PM : « Sa vie révèle la suprématie divine sur toute chose »**

**Région de la Mé/ Emploi jeune**

**Plusieurs milliards FCFA pour renforcer l'insertion et la paix sociale**



**Mamadou Touré aux jeunes : « Ouattara attend de vous la responsabilité et l'engagement citoyen »**

**San Pédro/ Capital humain**

**Le FDFP outille la jeunesse pour l'emploi durable**



● **Philippe N'dri salue l'engagement des formateurs**

**Déclaration / A l'approche de la présidentielle 2025**

**Edmond Cléghazah aux jeunes, leaders, influenceurs...**

**« Que chacun joue sa partition dans le grand chœur de la paix »**





## Editorial de Vincent Boty

### Précieux pas vers la confiance mutuelle

Une délégation du Rassemblement des Houphouëtistes pour la Démocratie et la paix (RHDP) composée de plusieurs ministres et conduite par Cissé Baongo, secrétaire exécutif dudit parti a rencontré le 16 juillet dernier, la Coalition pour l'Alternance Pacifique en Côte d'Ivoire (Cap-ci). Quelques figures de proue de l'opposition dont Simone Ehivet, Charles Blé Goudé, Danièle Boni Claverie, Kaé Eric, pour ne citer que ceux-là représentaient Cap-ci. Ces retrouvailles à l'ivoirienne, étant donné que les acteurs politiques se connaissent tous et entretiennent même des relations de proximité qui transcendent la politique, sont à saluer.

C'est une détente et une preuve irréfutable que si les uns et les autres veulent se parler, il existe toujours des passerelles. Loin des tintamarres et chantages, la Cap-ci a réussi à faire passer son message. Il tient en huit (8) points et sont soumis à la sagacité du parti au pouvoir. Qui, c'est un truisme de le dire, est une force politique incontournable et qui a son mot à dire. Les deux parties ont convenu de se retrouver pour aller plus en détail dans le traitement des différents points évoqués. L'on imagine qu'à trois mois de la présidentielle, les débats seront houleux car le RHDP entend s'arc-bouter sur certains principes. Notamment l'Etat de droit et le respect des engagements pris par toutes les parties.

Comme il faut s'y attendre lors de ce genre de rendez-vous d'échanges, il y aura forcément du donner et du recevoir. Toute chose qui contribuera à restaurer la confiance et maintenir le fil du dialogue. C'est le moindre mal que l'on peut souhaiter à toute la Côte d'Ivoire. La Côte d'Ivoire qui revient de très loin ne veut plus vivre l'épisode de la crise post-électorale de 2010. Il ne faut donc ménager aucun effort pour se parler et aller vers l'autre.

En attendant l'issue des échanges entre le RHDP et CAP-CI, il faut encore apprécier à sa juste valeur ce contact. Mercredi dernier, le RHDP et la Cap-ci ont fait de précieux pas vers la consolidation de la paix, en cette période pré-électorale. Ce dialogue devrait, en principe, interpellier d'autres formations politiques. Notamment, le PDCI et le Ppa-ci qui sont dans l'omineux. Ces derniers jours, en effet, par des communiqués virulents, le PDCI et le Ppa-ci ont encore récusé les installations des différentes commissions locales (CEL), indiquant qu'ils ne reconnaissent pas l'institution en charge des élections. Tout dans leur démarche laisse transpirer l'affrontement, la violence et la bagarre.

Et pourtant, ces partis se disent sur le terrain pour quêter les parrainages, en vue de la présidentielle 2025. Cela pue tout simplement un agenda caché. Laurent Gbagbo et Tidjane Thiam doivent intégrer le fait que la Côte d'Ivoire survivra à leurs personnes. Il faut donc travailler à garantir le bonheur pour les générations futures. Vouloir chauffer à blanc les militants pour faire de la Côte d'Ivoire un ring n'est pas digne de tout acteur politique. Car, au fond, les populations n'attendent que le bonheur et des actions constructives.

C'est pourquoi que de se battre pour des causes personnelles et mettre la stabilité et la quiétude de la Côte d'Ivoire en péril, il importe de savoir faire profil bas et privilégier les intérêts de la Nation. La Côte d'Ivoire, ces quinze (15) dernières années, a fait d'énormes progrès sur tous les plans. Personne n'a le droit de compromettre les acquis engrangés. Ce qui importe les Ivoiriens, à trois mois de la présidentielle, c'est tout simplement de connaître la teneur des différents programmes de société des candidats à la candidature pour la présidentielle et surtout des principaux partis politiques. Au lieu de cela, l'on en est encore à de la défiance, à agiter le chiffon rouge non sans outrances et outrages. Cela n'est pas digne d'une grande nation comme la Côte d'Ivoire. L'opposition notamment le PDCI et le PPA-CI qui sont réunis dans un Front Commun gagneraient à élever leur niveau pour une saine et efficiente pratique du jeu politique.

Toute la Côte d'Ivoire en sortira heureuse. Dès après la présidentielle, le processus électoral se poursuit avec les législatives. Les différents acteurs politiques devraient en prendre de la graine et penser Côte d'Ivoire avant toute chose.

Vincent BOTY



## COMMUNiqué DE LA CEI

### FORMULAIRES À TÉLÉCHARGER



En prélude à l'opération de collecte de parrainages, la Commission Électorale Indépendante (CEI) invite les personnalités désireuses de se porter candidates à l'élection du Président de la République du 25 octobre 2025 à télécharger, sur son site internet [www.cei.ci](http://www.cei.ci), un « formulaire d'engagement » et un formulaire pour la nomination des coordonnateurs centraux, des collecteurs régionaux ou de districts et des collecteurs délégués.

Ces formulaires, dûment renseignés et accompagnés d'une photo, au format électronique du candidat à la candidature, devront être déposés au Secrétariat permanent de la CEI.

Les informations fournies serviront au paramétrage du terminal numérique destiné à la collecte des parrainages.

La CEI invite donc les personnalités concernées à faire diligence. Elle compte sur le civisme et le sens des responsabilités de chacun pour la bonne conduite de cette opération.

**NB :**

- Une photo d'identité en portrait du candidat à la candidature, au format numérique JPEG, prise sur fond clair et uni, avec le visage dégagé et sans accessoires.
- La liste des coordonnateurs et des collecteurs doit être transmise également sous format électronique

Fait à Abidjan, le 26 Juin 2025  
P/Le Président et P.O  
Le Secrétaire Permanent  
**KOUAME Adjoumani Pierre**

**CEI, en toute transparence**  
Commission Electorale Indépendante - CEI  
Bvd Latrille, Route du Zoo - Résidence Angoua - Abidjan Cocody II Plateaux 08 BP 2648 Abidjan 08  
Téléphone : +225 272240 0990 - Fax : +225 272240 0992 - Site Internet : [www.cei.ci](http://www.cei.ci)

## Libre à vous !

### Election apaisée, tout le monde s'y met

Se défaire de sa coquille partisane pour agir au profit de l'intérêt commun, de la préservation de la paix et la concorde. Véritable gageure en ces temps où la politique, par la passion qu'elle engendre, pousse souvent à l'impétuosité. L'ONG Femmes ivoiriennes en politique présidée par Mme Rebecca Yao a pu se mettre au-dessus de la mêlée. Cette structure a rencontré M. Koné Kafana, Haut Représentant du président de la République Alassane Ouattara, à qui un document a été remis en vue de le transmettre au chef de l'Etat. Ce sont 100 femmes de tous les bords politiques, de la société civile, des communautés traditionnelles et religieuses, qui ont produit un plaidoyer de 17 points à mettre en œuvre pour une présidentielle sans heurts en 2025. C'est dire qu'à ce moment précis de l'histoire du pays, chacun doit remplir sa part de responsabilité en transcendant les considérations partisans.

Par Paul Kouakou



## ÉLECTION DU PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE DU 25 OCTOBRE 2025

### RÉCEPTION DES DOSSIERS DE CANDIDATURE

La Commission Électorale Indépendante (CEI) porte à la connaissance des Partis, Groupements et Acteurs politiques, des potentiels Candidats et des électeurs, de la Communauté nationale et internationale, qu'en vue de l'élection du Président de la République du 25 octobre 2025, les dossiers de candidature seront reçus à son siège **du 25 juillet au 26 août 2025**, selon les modalités prévues par le Code électoral.

**Ainsi aux termes des articles 24, 25, 51, 53, 54 et 55 du Code électoral**, le dossier de candidature doit être composé, **pour chaque candidat**, des pièces suivantes :

**I/ Une déclaration de candidature revêtue de sa signature dûment légalisée (articles 51 et 53) à télécharger sur le site internet de la CEI ([www.cei.ci](http://www.cei.ci)), et comprenant :**

- Les nom et prénom (s) ;
- La date et le lieu de naissance ;
- La nationalité ;
- La filiation ;
- La nationalité du père ou de la mère ;
- Le domicile et la profession ;
- Le ou les Partis politiques l'ayant investi, le cas échéant ;
- La couleur, le sigle et le symbole choisis pour le bulletin unique de vote ;
- La liste des districts autonomes et/ou régions où le parrainage a été obtenu ainsi que le pourcentage d'électeurs y ayant parrainé la candidature.

**II/ Les pièces administratives ci-après (article 54) :**

- Un extrait de l'acte de naissance ou du jugement supplétif en tenant lieu ;
- Un certificat de nationalité ;
- Un extrait de casier judiciaire ;
- Une attestation de régularité fiscale ;
- Une copie du reçu de cautionnement.

**III/ Une lettre d'investiture du ou des Partis ou Groupements politiques, le cas échéant ;**

**IV/ La liste des électeurs qui parrainent la candidature** avec en regard, les prénoms, nom, date et lieu de naissance, la circonscription électorale d'inscription, le numéro de la carte d'électeur et de la carte d'identité, le cas échéant, ainsi que la signature de l'intéressé.

**V/ Deux (02) photographies de couleur noir/blanc, de bonne netteté et de bon contraste aux formats respectifs de 3,5 cm x 4,5 cm et de 13,0 cm x 18 cm.**

**NB :**

• A l'exception de la lettre d'investiture et de la liste des électeurs, toutes les pièces accompagnant la déclaration de candidature doivent être établies depuis moins de trois mois avant la date de clôture de la réception des candidatures.

• Pour des raisons pratiques, la couleur, le sigle et le symbole choisis pour le bulletin unique de vote et les deux (02) photographies devront être également enregistrés sur support numérique de très bonne résolution (Couleur/Code couleur CMJN-Imprimerie), à adjoindre au dossier.

Les dossiers de candidature sont **reçus au siège de la Commission Électorale Indépendante, sis à Abidjan Cocody-les-Deux-Plateaux, Carrefour DUNCAN, Résidence Angoua, du lundi au Vendredi de 10 Heures à 17 heures.**

Pour toute information, appeler aux numéros suivants :  
**27 22 52 89 89 / 27 22 40 09 90 (Postes 142/185).**

Fait à Abidjan, le 14 Juillet 2025

P/Le Président et P.O  
Le Secrétaire Permanent

**CEI, en toute transparence**

**KOUAME Adjoumani Pierre**



PPA-CI - PDCI-RDA

## Un front commun qui alimente les craintes du désordre électoral

À seulement trois mois de l'élection présidentielle d'octobre 2025, la stratégie du PPA-CI et du PDCI-RDA, regroupés au sein d'un front commun, alimente de sérieuses inquiétudes quant à un possible désordre électoral.

L'analyse de leurs actions suggère qu'ils pourraient ne pas vouloir prendre part au scrutin, mais plutôt chercher à empêcher la candidature du président sortant, Alassane Ouattara. Laurent Gbagbo, leader du PPA-CI, a clairement exprimé cette intention lors d'un meeting en juin dernier, déclarant : « Nous ferons tout pour qu'il (Alassane Ouattara) ne soit pas candidat ». Parallèlement, leur participation active au processus de parrainage électoral est perçue comme un « trompe-l'œil ». En effet, les deux formations ont choisi d'aligner des candidats, notamment Laurent Gbagbo et Tidjane Thiam, qui sont radiés de la liste électorale, et donc inéligibles. Ce choix délibéré laisse penser que leurs candidatures seront naturellement rejetées par le Conseil Constitutionnel. Selon les analystes, ce rejet attendu pourrait servir de prétexte à des troubles, rappelant ceux de 2020. Alors que Thiam est à l'étranger, la présence de Laurent Gbagbo sur le territoire peut être considérée comme un facteur pouvant intensifier les tensions. Un élément renforçant ces inquiétudes est le retrait officiel du PPA-CI et du PDCI-RDA de la Commission Électorale Indépendante (CEI). De plus, un communiqué du PPA-CI, daté du 18 juillet, a même explicitement enjoint ses responsables locaux à ne pas collaborer avec la CEI pour l'installation de ses structures, affirmant que le parti ne se reconnaissait « aucunement dans une quelconque implication dans les activités de la CEI ». Cette décision est interprétée comme une préparation délibérée à la contestation du processus électoral. Le fait que les deux partis ne semblent pas vouloir déposer de candidatures officielles, alors que le dépôt s'ouvre le 25 juillet, renforce cette perception. Les stratèges politiques envisagent deux scénarios principaux pour ce front commun. Si le Président Alassane Ouattara, candidat désigné par le RHDP, annonce sa candidature, cela pourrait durcir considérablement les revendications du PPA-CI et du PDCI-RDA. Inversement, si le président sortant décide de ne pas se présenter, les partis d'opposition seraient susceptibles de remettre en question l'intégralité du processus, y compris l'organe électoral. En somme, l'analyse des mouvements du PPA-CI et du PDCI-RDA suggère l'orchestration d'un bras de fer politique qui pourrait, une

fois de plus, plonger la Côte d'Ivoire dans le désordre, indépendamment de la décision

concernant la candidature du président sortant. Cette stratégie, si elle se confirmait, poserait un défi

majeur à la stabilité du pays à l'approche de cette élection cruciale.

W. DeBongo



**JUSQU'À**  
**140%**  
**BONUS OFFERT\***

**RENTRE BOULÉ AVEC**  
**BONUS COMBINÉ**

Rendez-vous sur [www.sportcash.net](http://www.sportcash.net) et dans tous les points de vente SPORTCASH

\* Voir les conditions sur le site [www.sportcash.net](http://www.sportcash.net)

f SportCash Officiel  
[www.sportcash.net](http://www.sportcash.net)  
[www.lonacionline.ci](http://www.lonacionline.ci)  
 9900

ON A TOUS  
 UNE BONNE  
 RAISON DE JOUER

**LONACI**  
LOTÉRIE NATIONALE DE CÔTE D'IVOIRE



## ANOUMABA/ BÉNÉDICTION DE LA STÈLE DE MGR BRUNO KOUAMÉ

### Beugré Mambé célèbre la mémoire d'un bâtisseur de paix

Le Premier ministre, ministre des Sports et du Cadre de vie, Robert Beugré Mambé, a pris part le samedi 19 juillet à la cérémonie de bénédiction de la stèle érigée en mémoire de Monseigneur Bruno Kouamé, à l'église catholique d'Anoumaba, dans la région du Moronou.

Dans une atmosphère empreinte d'émotion et de recueillement, le chef du gouvernement a salué la mémoire d'un « homme oint par Dieu », rappelant les liens profonds et les excellents rapports qu'il entretenait avec l'ancien évêque d'Abengourou. Il a souligné que la stèle en sa mémoire symbolise une vie de foi, de combat spirituel et de fidélité à Dieu. « La vie de Monseigneur Kouamé révèle deux grandes réalités : le combat permanent entre la vie et la mort, et la suprématie de la puissance divine sur toute chose », a affirmé le Premier ministre. Robert Beugré Mambé est également revenu sur une déclaration marquante de Mgr Kouamé, restée dans la mémoire collective. Il a ensuite partagé



un souvenir personnel fort, évoquant une prière manuscrite que le prélat lui avait confiée, avec pour mission de la transmettre au Président de la République, Alasane Ouattara. Cette prière, empreinte de spiritualité, appelait à la paix, à l'unité et à l'amour entre les peuples. Le

Premier ministre a également invité les fidèles à s'approprier cette prière comme une arme spirituelle puissante, à réciter quotidiennement, notamment avec le chapelet qu'il a décrit comme « doté d'une puissance inébranlable ». « Quand le combat devient difficile, très difficile, ce

sont les chapelets qui y mettent fin. En le récitant, on revisite la vie de Jésus-Christ et on s'ouvre à une transformation intérieure. » La cérémonie a rassemblé plus de 1 000 fidèles, dont de nombreux ressortissants d'Anoumaba, amis, connaissances et membres du clergé venus honorer la mémoire d'un pasteur exemplaire. Mgr Aka Joseph, évêque de Yamoussoukro, a souligné le caractère historique de l'événement, qu'il a qualifié de véritable hommage au combat spirituel de Mgr Kouamé. « À travers cette stèle, nous voulons transmettre aux générations futures le témoignage d'un homme de foi, qui a donné sa vie à Dieu et à son peuple », a-t-il déclaré. Fait marquant, la communauté musulmane

d'Anoumaba a également pris une part active à la cérémonie. L'Imam central, Abdouramane Diallo, a rappelé la fraternité qui liait Monseigneur Bruno Kouamé à la communauté musulmane locale. « Devant Dieu, il n'y a ni chrétien ni musulman. Nous sommes tous ses créatures. La religion nous enseigne la solidarité, l'union et l'amour entre frères », a-t-il affirmé. Il a ainsi lancé un appel à l'unité et à la paix entre les différentes confessions religieuses du pays, soulignant l'exemple laissé par Mgr Kouamé. Ancien Évêque d'Abengourou, il est décédé le 17 mai 2021 dans la capitale de l'Indénié-Djuablin, à l'âge de 93 ans.

Pacôme N'Goran,  
envoyé spécial à Anoumaba

## COUVERTURE MALADIE UNIVERSELLE

### Plus de 20 millions de personnes enrôlées

La Couverture Maladie Universelle (CMU) vient de franchir un cap décisif dans sa progression vers une couverture sanitaire pour tous. Au vendredi 18 juillet 2025, la barre des 20 millions d'enrôlés a été franchie. Ce sont exactement 20. 012. 861 personnes qui sont désormais couvertes par la CMU. Ce nouveau cap est historique d'autant plus que ce nombre représente près de 68 % de la population ivoirienne. Ce succès retentissant est le fruit d'une vision présidentielle forte, d'une volonté gouvernementale affirmée et d'une stratégie d'action rigoureuse, pilotée par le Ministère de l'Emploi et de la Protection Sociale, sous l'impulsion de Me Adama Kamara qui déclare que « la CMU c'est le passeport social en Côte d'Ivoire ». En effet, le Président Ouattara s'est engagé à garantir à chaque personne vivant en Côte d'Ivoire un accès équitable à des soins de santé de qualité. Ainsi, le Gouvernement conduit par le Premier Ministre Mambé, a multiplié les initiatives pour accélérer l'enrôlement massif à la CMU. Cette ambition se traduit sur le terrain par une politique sociale inclusive, centrée sur la protection des plus vulnérables et



sur la construction d'un système de santé plus résilient. Quant à Me Adama Kamara, cheville ouvrière de cette politique sociale, en leader pragmatique et innovant, en quête de résultats concrets, il s'est donné pour mission de faire de la CMU un levier de justice sociale et d'équité nationale. Dès lors, il s'est fixé comme objectif d'atteindre 20 millions d'enrôlés. Défi relevé grâce à une approche méthodique et à des actions de terrain, visibles. À la tête de ce ministère depuis le 06 Avril 2021, il a donné des instructions à la Caisse Nationale d'Assurance Maladie (CNAM) dès juillet 2023. Alors cette caisse a lancé une série

d'opérations d'envergure sur l'ensemble du territoire national. Il s'agit entre autres, du renforcement des équipes d'enrôlement dans toutes les régions, avec le déploiement de plus de trois milles (3000) agents en 2024, et quatre milles (4000) en 2025, dotés de terminaux d'enrôlement biométrique pour accélérer et faciliter l'enrôlement massif, des campagnes d'information et de sensibilisation, impliquant les médias, le corps préfectoral, les élus locaux, les chefs traditionnels, les leaders religieux, les chambres consulaires (commerce, artisanat, transport, agriculture) et la société civile. En outre, le gouvernement a changé de braquet

afin d'accélérer l'impact social de cette politique humaniste. Dans cet ordre des choses, le 1er mai 2025, le Gouvernement a adopté une mesure audacieuse : l'exonération totale de cotisation pour toute personne du secteur informel enrôlée à la CMU jusqu'au 31 août 2025. Dans la foulée, le Ministère de l'Emploi et de la Protection Sociale a lancé une grande caravane nationale baptisée « CMU ZERO COTISATION », qui permet la vul-

litique forte, produit des résultats tangibles au service du peuple. Par ailleurs, au-delà des chiffres, cet enrôlement massif constitue la plus grande base de données biométriques jamais constituée dans le pays. Un outil stratégique qui permettra non seulement de garantir l'accès aux soins, mais aussi de mieux planifier les politiques sociales, sanitaires et économiques de la Côte d'Ivoire. Après la barre des 20 millions, un autre cap est fixé. Atteindre 100 % de la population enrôlée à la CMU. Fort du soutien du Chef de l'État, du Gouvernement, et



garisation de cette mesure. C'est à Niakaramandougou, lors d'une étape de cette caravane, le vendredi 18 Juillet 2025, que le cap historique de 20 012 861 enrôlés a été franchi. Une preuve de plus que l'action de proximité, conjuguée à une volonté po-

sous l'impulsion de Me Adama Kamara, ses équipes poursuivent avec détermination cette progression vers l'universalité. La marche continue.

Paul Kouakou



## 8ÈMES JEUX DE LA FRANCOPHONIE

# Il y a 9 ans, la CI inscrivait son nom en lettres d'or dans les annales de l'OIF

**21 juillet 2017. C'est une date qui restera gravée, à coup sûr, en lettre d'or, dans les annales de l'histoire de notre pays. C'est en effet, à cette date que la Côte d'Ivoire a accueilli et organisé la 8<sup>ème</sup> édition des Jeux de la Francophonie. Des jeux que l'Oif qualifiera « des plus accomplis de l'histoire des jeux ». Et pourtant, une grande partie de l'opinion ne vendait pas cher la peau de Robert Beugré Mambé, l'organisateur en chef.**

C'est en octobre 2012, à Kinsasa, au cours du sommet des chefs d'Etat que le Président Ouattara avait exprimé sa volonté d'accueillir l'organisation de ces jeux. Vœux réitérés en novembre de la même année, sur les bords de la lagune Ebrié, à la faveur de l'assemblée générale de l'Association Internationale des Maires Francophones. L'appel du Président de la République sera finalement entendu. Très vite, le dispositif institutionnel, administratif et technique est mis en place pour préparer cet événement à la fois culturel et sportif, unique au monde qui a lieu chaque quatre ans de façon alternative dans un pays du nord et du sud. Dix sept commissions sont mises en mission... En dépit des nombreux efforts consentis par les plus hautes autorités du pays, les difficultés apparaissent. Elles sont de tous ordres. Elles persistent, s'enlissent et le processus finit par prendre du plomb dans l'aile. A un an de la tenue de cet important rendez-vous, le compteur affiche zéro. Les infrastructures à réhabiliter ne le sont pas. Quant à celles à construire, aucun début d'exécution des travaux. Ces infrastructures à réno-



ver et à construire sont pourtant la clef de voûte de l'organisation de ces jeux. Les choses sont totalement au point mort. Et le pays retient son souffle. Pour donner un coup d'accélérateur au processus, le Chef de l'Etat prend en juillet 2016, un décret et crée un ministère auprès du Président de la République, spécialement chargé de conduire les préparatifs et l'organisation de ces jeux. Il nomme à ce poste, le Gouverneur d'Abidjan, Robert Beugré Mambé à qui il donne pleins pouvoirs pour remettre le processus sur les rails. Commencent alors les nuits blanches pour Mambé dont l'on dit être « homme de grands défis ». Réussira-t-il ? Echouera-t-il ? Chacun s'interroge. Les regards des ivoiriens et des 84 pays membres de l'OIF

restent grandement tournés vers Mambé. Avec le soutien de l'ex Vice-Président, Daniel Kablan Duncan, l'appui des membres du gouvernement et la présence des travailleurs du District d'Abidjan, « Mambé le prudent », comme le qualifie l'ancien Représentant spécial de l'Onu, Y.J Choi dans son ouvrage « la crise ivoirienne, ce qu'il fallait comprendre, j'y suis, j'y reste », paru aux éditions Michel Lafon, se met immédiatement à la tâche. Il sait qu'il n'a pas droit à l'erreur bien qu'étant face à une équation à grosses et multiples inconnues. Tout urge. Le compte à rebours affiche J-365. En bon stratège et en ingénieur de haut vol, Mambé ouvre plusieurs fronts dont deux principaux. L'un sur la mobilisation nationale et internationale au-

tour de ces jeux. A cet effet, Il bat le rappel de tous : Jeunes, société civile, chefs coutumiers, artistes, sportifs, journalistes, maires, présidents de régions mais surtout il s'appuie sur ses amis, la maire de Paris, Anne Hidalgo, les maires de Nice et de Montréal, Christian Estrosi et Denis Coderre pour obtenir un soutien international des autres élus locaux du monde francophone. L'autre front est relatif aux travaux de réhabilitation et de construction des sites devant servir de cadre pour les compétitions et pour le logement des athlètes. Cette stratégie qui est encadrée par des séances de prières régulières des guides religieux dans un esprit œcuménique commence à produire ses fruits. Six mois après d'intenses actions, le doute qui avait hanté les âmes se transforme en espoir. A deux mois de l'ouverture officielle de ces jeux, la Côte d'Ivoire avait réussi à remonter la pente. Mambé venait ainsi de confondre définitivement tous les sceptiques confirmant de fait sa qualité d'« homme de grands défis ». Les jeux se sont bel et bien déroulés dans une ambiance fraternelle sans qu'aucun couac soit

signalé. Parfaite organisation des cérémonies d'ouverture et de clôture. Idem pour les compétitions sportives et culturelles qui ont reçu des milliers de spectateurs. « Abidjan, quand tu dis akwaba, c'est ton cœur qui parle parce que tu aimes et tu sais recevoir ! », s'est exclamée Michaelle Jean, la SG de la Francophonie le 21 Juillet 2017, lors de la cérémonie d'ouverture haute en couleur, dans un stade FHB plein à craquer. Une phrase qui traduit la qualité des travaux d'hercule réalisés et la parfaite organisation de ces jeux qui ont permis à notre pays d'hériter de nombreuses infrastructures sportives et culturelles dignes d'un pays qui aspire au développement. Au total, ces jeux auront enregistré la présence de 54 pays, 900 journalistes, 4000 compétiteurs et suivis par près d'un milliard de téléspectateurs dans les cinq continents. Une première dans l'histoire de ces jeux depuis leur création. Ce sont des moments forts à ne pas oublier qu'il faut placer au nombre des succès de la gouvernance du Président Alassane Ouattara.

Source: Sercom CNJF

## JEUNESSE DE LA MÉ

# Le gouvernement injecte plusieurs milliards FCFA pour renforcer l'insertion et la paix sociale

Le Centre culturel d'Adzopé a servi de cadre à une grande rencontre, le 19 juillet 2025 entre le ministère de la jeunesse, le Conseil régional et la jeunesse, en clôture d'une mission de trois jours dans les départements de Yakassé-Attobrou, Akoupé, Alépé et Adzopé. Une cérémonie marquée par des annonces fortes, des remises de financements, et des discours galvanisants du ministre Mamadou Touré et du président du Conseil régional de La Mé, Patrick Achi Jérôme. Patrick Achi s'est adressé à la jeunesse en des termes de reconnaissance. « Depuis 10 ans, l'insertion des jeunes est devenue une réalité. Grâce à votre sérieux, votre engagement, le Ministre a décidé d'accorder 2,5 milliards FCFA supplémentaires à notre région », a déclaré l'ancien Premier ministre. Convaincu de l'impact du travail accompli, il a évoqué la possibilité d'un appui total de 6 milliards FCFA avant la fin de l'année, tout en insistant sur

la nécessité de maintenir la paix et la responsabilité collective : « Le développement ne va pas là où règne le désordre. L'argent n'aime pas le bruit », a-t-il martelé. De son côté, le ministre Mamadou Touré, à la tête du ministère de la Promotion de la Jeunesse, du Service Civique et de l'Insertion Professionnelle, a salué la forte mobilisation des jeunes, soulignant que 4 860 d'entre eux avaient visité les « Kiosques Emploi » installés dans les quatre sous-préfectures de la région durant la mission.

### Une année 2025 déjà en action

Dans un discours très chiffré, le ministre a dressé le bilan de l'action gouvernementale dans la région entre 2020 et 2024 : 10 689 jeunes accompagnés, dont 77 % de femmes, pour un montant total de 4,05 milliards FCFA, avec des contributions majeures du Conseil régional et du minis-



tère.

Pour 2025, 2,35 milliards FCFA ont été mobilisés, visant à impacter 3 469 jeunes. Ce soutien comprend notamment : 550 financements de projets jeunes ; 219 stages de qualification ; 210 stages de validation de diplômes ; 525 immersions professionnelles ;

### 15 projets structurants appuyés.

Mamadou Touré a annoncé le lancement des Travaux à Haute Intensité de Main-d'Œuvre (THIMO) pour 280 jeunes, ainsi que l'ouverture en octobre du Centre de service civique d'Adzopé, d'un coût de 500 millions FCFA. Au cours de la cérémonie, plusieurs remises symboliques ont été faites : Permis de conduire à 98

jeunes (14,7 millions FCFA) ; Financements AGR pour 104 jeunes (90,7 millions FCFA) ; Soutiens à 8 MPE (29 millions FCFA) ; Matériels pour 280 jeunes dans le cadre du THIMO (182 millions FCFA) ;

### Reconnaitances à 35 entreprises partenaires.

Enfin, 183 présidents de jeunes des différentes localités de La Mé seront mobilisés dès lundi à Adzopé pour devenir « Jeunes bénévoles pour la paix ». Une initiative inédite qui permettra à ces leaders communautaires de silloner les villages pendant six mois afin de sensibiliser à la paix et à la cohésion sociale, avec un accompagnement logistique et une allocation mensuelle. « Le Président Alassane Ouattara a investi dans l'éducation, la formation, l'entrepreneuriat. Il attend de vous la responsabilité et l'engagement citoyen. Pas des violences en période électorale », a conclu Mamadou Touré. Le rendez-vous est donné pour septembre 2025 à Adzopé, avec l'inauguration du centre de service civique et l'évaluation des premières retombées de cette vaste opération d'insertion socioprofessionnelle dans la région de La Mé.

Hilaire GUEBY envoyé special



## GESTION DE L'ÉTAT ET PRÉSIDENTIELLE 2025

# Alassane Ouattara –Adama Bictogo, le grand deal

Les oiseaux de mauvais aloi, dans leurs laboratoires, distillent toutes sortes de hoax et de mensonges bien élaborées. Ils font croire que les relations entre le Président Alassane Ouattara et Adama Bictogo sont orageuses. Il n'en est rien.

A trois mois de la présidentielle, il est effarant de constater que certaines personnes continuent de prendre leurs lubies pour de la réalité. Et leur dernière trouvaille est de vouloir, vaille que vaille flétrir le Président de l'Assemblée Nationale. En l'occurrence Son Excellence Monsieur Adama Bictogo. Voulant absolument lui trouver les poux dans les cheveux, ses détracteurs le suspectent de vouloir s'imposer pour être le candidat du Rassemblement des Houphouëtistes pour la Démocratie et la Paix (RHDP). Une attitude qui sonne, à les croire, comme une outrecuidance, un parjure à l'encontre du Président Alassane Ouattara. C'est justement méconnaître la relation quasi-fusionnelle que les deux hommes entretiennent. En ce moment, ils sont en parfaite osmose et synchronisation. Les pourfendeurs du Président de l'Assemblée nationale qui excipent du fait qu'il ait accordé une interview à nos confrères de France 24 pour le vouer aux gémonies ont tout faux. Adama Bictogo qui connaît bien les codes de la gouvernance d'un régime bien structuré, sait mieux que quiconque que la Côte d'Ivoire n'est pas une pétaudière. Il a, donc, pris soin de tenir informé le Président Alassane Ouattara de son projet d'interview à



la chaîne française. Tous les termes de référence (TDR) de cette interview ont été transmis au Chef de l'Etat qui les a validés, en dernier ressort. Il n'y a donc pas de problème de communication entre Alassane Ouattara et Adama Bictogo. Aucune parole de trop n'a été dite lors de cet entretien de qualité. D'ailleurs, les forces obscurantistes qui veulent voir opposés le Président de la république et le chef du perchoir, ont plutôt la frousse. Car, c'est une vérité de Lapalisse de dire qu'Adama Bictogo est un véritable animal politique qui ne s'accommoderait guère de la défaite et de l'échec en politique. Lui-même l'a dit au cours de l'interview. Il a rappelé sa brillante victoire à Yopougon dans une commune, naguère jugée favorable à l'opposition. Interrogé également sur sa potentielle propre candidature, si Alassane Ouattara venait à ne pas être candidat,

Adama Bictogo a répondu en ces termes : « J'ai toujours été un homme de mission... Si le contexte et l'enjeu fondent que le choix du président doit être ma personne, je répondrai à son appel ». Des propos clairs et pourtant sans ambiguïtés qui accordent la primauté absolue à la candidature du Président de la République. Et à souhait, au cours de l'interview, Adama Bictogo a insisté sur la candidature d'Alassane Ouattara pour le compte du RHDP, à la présidentielle à venir du 25 octobre 2025.

### Bictogo redoutable animal politique

Sur le terrain politique, l'opposition qui n'a que ses yeux pour pleurer sait, d'ores et déjà, que Bictogo va pulvériser et atomiser ses positions lors de la présidentielle d'octobre 2025. En première ligne de tous les combats politiques et de toutes les victoires majeures du RHDP, c'est tout naturellement que Bictogo a acquis de grands galons et de très hauts grades au sein du parti au pouvoir. Récemment, lors de la tenue du deuxième congrès du RHDP dont le point d'orgue aura été l'impressionnante mobilisation au stade Alassane Ouattara d'Ebimpé,

Adama Bictogo a joué une très grande partition. Il a mobilisé, à lui tout seul, plus de 30.000 militants. Dans la foulée, le Président du parti, par ailleurs Président de la République l'a instruit de recevoir et féliciter tout le comité d'organisation du 2e congrès. Il a donc reçu Amedé Kouakou et une vingtaine de cadres du parti à diner. D'ailleurs, pour la prochaine présidentielle, il va encore porter l'estocade à l'opposition. Car, le Président Alassane Ouattara, dans le cadre de sa campagne électorale, va confier une très importante mission à Adama Bictogo. Il est clair qu'il sera, en bon soldat loyal au front pour la réélection et le triomphe du Président Alassane Ouattara. Pour tous ceux qui font des gorges chaudes sur l'absence du Président de l'Assemblée nationale et qui estiment qu'il fuit des représailles d'Alassane Ouattara doivent vite déchanter. Après la 50<sup>e</sup> session de l'Assemblée Parlementaire de la Francophonie (APF), le devoir l'appelle au Libéria où il séjourne, en ce moment, à Monrovia à la faveur de la relance parlementaire de l'Union du Fleuve Mano. Il n'y a donc pas la moindre incompréhension entre Alassane Ouattara et Adama Bictogo.

Vincent BOTY

## DÉCLARATION / A L'APPROCHE DE LA PRÉSIDENTIELLE 2025

# Edmond Clégbazah aux jeunes, leaders, influenceurs...

«La paix est le bien le plus précieux qu'une nation puisse offrir à sa jeunesse. À l'aube d'une nouvelle échéance électorale, la Côte d'Ivoire, notre pays, se retrouve à un moment déterminant de son parcours démocratique. Ce contexte appelle à la plus grande vigilance et à une conscience accrue de la responsabilité individuelle et collective, tant chez les citoyens que chez les acteurs politiques. Depuis quelque temps, nous observons avec inquiétude une résurgence de discours incendiaires, de propos alarmistes et de messages aux relents insurrectionnels diffusés sur les réseaux sociaux et dans l'espace public. Ces paroles, souvent déguisées en rhétorique politique, sont en réalité des appels à la division, à la défiance des institutions républicaines, et à la violence. Une fois encore, la jeunesse ivoirienne est ciblée, instrumentalisée, sollicitée pour servir des intérêts qui ne sont pas les siens. Nous lançons un appel fort et solennel à la jeunesse de Côte d'Ivoire : ne vous laissez pas entraîner dans les spirales de haine, de violence ou d'aveuglement politique. L'histoire récente de notre pays nous a enseigné, dans la douleur, que les mots d'ordre de désobéissance civile et de boycott actif débouchent trop souvent sur des tragédies humaines. Ceux qui formulent ces appels ne seront pas ceux que l'on retrouvera blessés dans les rues ou pleurés dans les familles. Ce sont les jeunes, toujours, qui paient le prix fort de ces dérives. Le véritable engagement citoyen aujourd'hui ne consiste pas à répondre à l'émotion ou à la colère, mais à faire preuve de lucidité, de re-

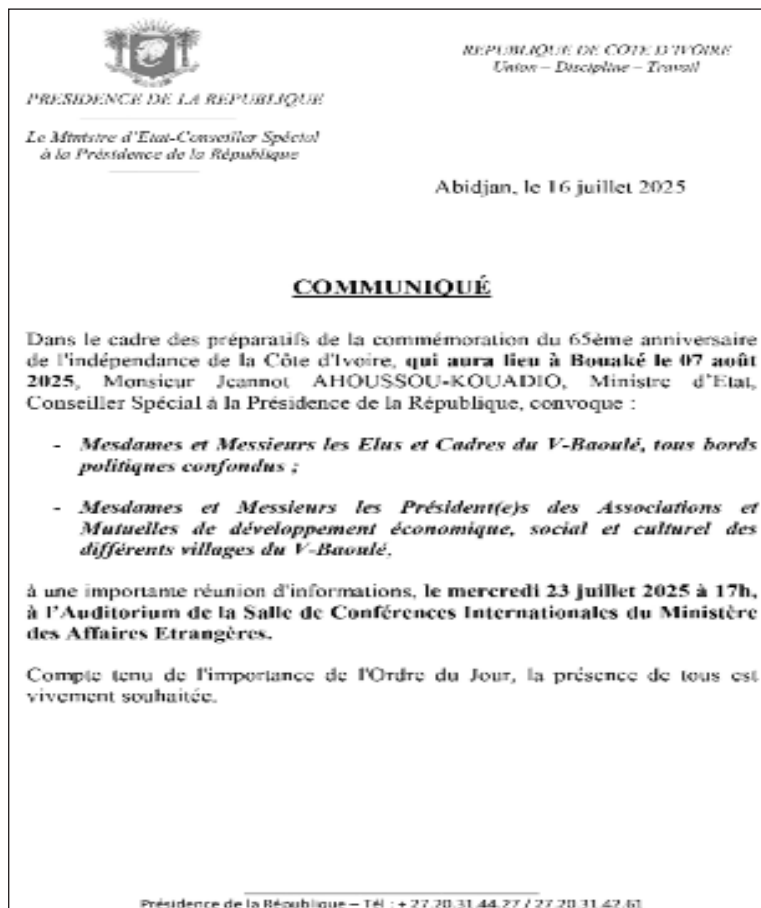


tenue et de responsabilité. La démocratie repose sur le dialogue, l'alternance pacifique, la participation inclusive et le respect scrupuleux des lois de la République. C'est dans ce même esprit de responsabilité que nous interpellons l'ensemble des formations politiques. Face aux contraintes juridiques et aux exigences institutionnelles qui encadrent les élections à venir, il est impératif que chaque parti, en particulier ceux dont les leaders ne figurent pas sur la liste électorale, anticipe avec sérieux et loyauté les scénarios à venir. La République ne peut être paralysée par l'absence d'un seul homme. La vitalité démocratique suppose que les partis soient capables de se renouveler, de proposer d'autres figures, d'autres cadres compétents et respectés, pour porter leurs idéaux. Proposer un plan B, ce n'est pas trahir une cause, c'est au contraire lui garantir une continuité dans un esprit de respect des institutions. C'est faire preuve de maturité politique. C'est préserver la paix, c'est protéger les acquis de la démocratie, c'est honorer les milliers de vies qui ont été sacrifiées sur l'autel de la réconciliation et de l'unité na-

tionale. Nous en appelons donc à tous : leaders politiques, influenceurs, militants, citoyens, jeunes, femmes, autorités traditionnelles et religieuses. Que chacun joue sa partition dans le grand chœur de la paix. Que chacun mesure la portée de ses paroles et de ses actes. Que la Nation, dans sa diversité et dans sa

grandeur, se rassemble autour de l'essentiel : la préservation de la paix sociale, la cohésion nationale, et l'expression démocratique dans la sérénité. La Côte d'Ivoire appartient à tous ses fils et filles. Aucun projet politique, aucune ambition personnelle ne doit compromettre notre vivre-ensemble.»

Edmond Clégbazah  
Président de l'ONG  
"Chaîne d'Espoir"





## CAPITAL HUMAIN

### Le FDFP outille la jeunesse de San-Pédro pour l'emploi durable

Une mission du comité de gestion du Fonds de Développement de la Formation Professionnelle (FDFP) a séjourné dans la région de San-pédro, du 16 au 18 juillet 2025. Avec trois jours d'activités intenses, ponctués par la signature d'une convention de formation, des cérémonies de remise d'attestations et des échanges fructueux avec les parties prenantes locales.

Le Fonds de Développement de la Formation Professionnelle (FDFP) continue de renforcer son ancrage territorial avec des actions concrètes au service de la jeunesse et du développement économique. La mission de San-pédro, qui s'inscrit dans cette optique, a eu comme point d'orgue la signature d'un contrat de partenariat avec l'entreprise ITB, en vue de la formation de 70 jeunes aux métiers du bois. Cette initiative traduit l'engagement du FDFP à offrir aux jeunes des compétences qualifiantes, en phase avec les besoins du marché local et les potentialités économiques de la région. La mission a également été l'occasion de valoriser les résultats d'autres projets de formation déjà mis en œuvre. Le Comité de gestion a pris part à deux importantes cérémonies de remise d'attestations. San-Pédro, ce sont 55 agents d'hygiène qui ont été honorés, à la faveur d'un partenariat entre le FDFP, la CO-



PADES-BHS et l'ONG ORASUR. À la Baie des Sirènes, site emblématique de Grand-Béréby, 81 jeunes formés aux métiers de l'hôtellerie et du tourisme ont reçu leurs attestations. Ce projet, soutenu

par le FDFP et exécuté par 3B Conseils, vise à professionnaliser un secteur clé pour le développement des zones côtières. Le Secrétaire Général du FDFP, Dr Philippe N'dri, a salué l'engagement

de l'antenne régionale de San-Pédro, ainsi que celui des formateurs, tuteurs et bénéficiaires. Il a mis en avant leur rigueur, leur discipline et leur professionnalisme, gages de la réussite des pro-

jets menés. À l'issue de cette mission, le deuxième Vice-Président du Comité de Gestion, Bli Blé David, représentant le Président, a exprimé ses félicitations au Secrétaire général pour son leadership, et a encouragé toute l'équipe opérationnelle à poursuivre les efforts de proximité, d'innovation et de performance. Une vision durable pour le développement du capital humain. Cette mission à l'antenne de San-pédro s'inscrit pleinement dans la vision stratégique du FDFP qui consiste à faire de la formation professionnelle un levier de transformation économique, en outillant les jeunes et les populations actives pour relever les défis du développement. Le séjour à San-Pédro s'achève, mais l'engagement du FDFP demeure intact : investir dans le capital humain, au service d'une croissance inclusive et durable.

Martial Galé, avec Sercom

